N° 35.977

Sté Les Entreprises
de travaux publics
André BORIE.

Décision lue le
7 juillet 1958.

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS,

Le Conseil d'Etat statuant au Contentieux;
(Section du Contentieux, 7ème Sous-Section);

Vu la requête sommaire, le mémoire ampliatif et le mémoire rectificatif présentés pour la S.A.R.L les Entreprises de Travaux Publics André BORIE dont le siège social est à Paris, 92 Avenue de Wagram, agissant pour-suites et diligence de son Gérant en exercice, ladite requête et lesdits mémoires enregistrés au Secrétariat de la Section du Contentieux du Conseil d'Etat, les 2 août 1955, 6 janvier et 2 août 1956, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un jugement, en date du 1er avril 1955 par lequel le Tribunal Administratif de Paris a rejeté sa demande tendant à la réduction de l'impôt sur la Société auquel elle a été assujetti sur les rôles de la ville de Paris au titre de l'année 1951;

.....
Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu le Code Général des Impôts;

Vu l'Ordonnance du 31 juillet 1945;

Vu le décret du 30 septembre 1953;

Oùï M. SCHMELTZ, Auditeur en son rapport;

Oùï M. GAUTHIER avocat de la Sté Les Entreprises de travaux publics André Borie, en ses observations;

Oùï M. MERIC, Maître des Requêtes, Commissaire du Gouvernement en ses conclusions;

En ce qui concerne le prêt consenti à la Société Marocaine des Entreprises A. BORIE :

Considérant qu'aux termes de l'article 57 du Code Général des impôts "pour l'établissement de la taxe proportionnelle due par les entreprises qui sont sous la dépendance ou qui possèdent le contrôle d'entreprises situées hors de France, les bénéfices indirectement transférés à ces dernières, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen, sont incorporés aux résultats accusés pour la comptabilité";

qu'il résulte de cette disposition que les avantages consentis au profit d'une entreprise située hors de France par une société sise en France et qui possède le contrôle de la société bénéficiaire, sont présumés constituer un transfert de bénéfices;

Considérant que la SARL "Les Entreprises de Travaux Publics André Borie" conteste la réintégration dans le bénéfice imposable de l'exercice 1951 d'une somme de 433.000 Fr représentant des intérêts que, d'après l'estimation de l'administration, la société aurait dû percevoir au titre d'un prêt consenti par elle à sa filiale, la société Marocaine des Entreprises A. Borie;

Considérant que la société requérante n'établit pas que, en consentant à sa filiale un prêt sans intérêts, elle n'ait pas cherché à effectuer un transfert de bénéfices; que dès lors c'est à bon droit que l'administration a réintégré dans le bénéfice imposable de la société requérante l'intérêt que le prêt dont s'agit aurait normalement produit au profit de ladite société;

En ce qui concerne les prêts consentis à d'autres sociétés :

Considérant que, en l'absence de toute disposition du Code Général des impôts analogne à celle de l'article 57 précité, une entreprise ne saurait, quand elle consent à une société sise en France, une diminution du prix de vente, être présumée avoir entendu procéder à un transfert dissimulé de bénéfices; qu'il appartient dans chaque cas à l'administration, de rapporter la preuve que le contribuable, qui n'est jamais tenu de tirer des affaires qu'il traite, le maximum de profit que les circonstances lui auraient permis de réaliser a délibérément poursuivi un intérêt commercial étranger à son entreprise;

~~un intérêt commercial étranger à son entreprise;~~

Considérant qu'il résulte de l'instruction que la société requérante a consenti des prêts sans intérêts à diverses sociétés filiales, à la société Isère-Are et au sieur Borie;

Considérant que le Ministre du Budget n'établit pas que en renonçant à exiger de ses filiales un intérêt pour les avances dont s'agit, prélevées sur des capitaux dont la société avait la disposition, et que ne grevaient par conséquent aucune charge d'emprunt, la société requérante n'ait pas eu pour but, de consolider la situation ou d'aider au développement desdites filiales;

Considérant en revanche, que la société Isère Are n'a pas le caractère de filiale de la société requérante; et que le président de celle-ci en détient personnellement la presque totalité des actions; que le Ministre, qui a établi l'inexactitude des allégations de la société requérante, quant aux avantages qu'elle prétendait avoir retirés du prêt considéré, doit être regardé comme ayant sur ce point rapporté la preuve qui lui incombait; que, de même, doit être regardée comme apportée, la preuve qu'en consentant au sieur Borie, son président directeur général, un prêt sans intérêt, la société requérante a délibérément poursuivi un intérêt commercial étranger à l'entreprise;

DECIDE :

Article 1er.- Il est accordé à la société "Les Entreprises de travaux publics André BORIE" une réduction de l'impôt sur les sociétés auquel elle a été assujettie pour l'année 1951 sur les rôles de la ville de Paris, correspondant à la déduction du montant des bénéfiques imposables, d'une somme de 1.882.000F réintégrée à tort par l'administration comme correspondant aux intérêts de prêts consentis par la société à des filiales françaises.

Article 2.- Le jugement du Tribunal administratif de Paris en date du 1er avril 1955 est réformé en ce qu'il a de contraire à la présente décision.

Article 3.- Le surplus des conclusions de la requête de la société est rejeté.

Article 4.- Les frais de timbre exposés par la société tant en première instance qu'en appel lui seront remboursés.

Article 5.- Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre des Finances.